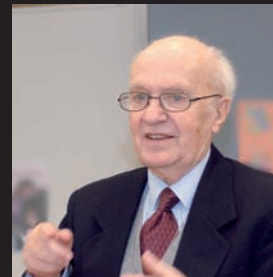


# Regards croisés



## Regards croisés

**Panayotis Papadimitropoulos (Grèce) connaît l'AIEA sur le bout des doigts. La plupart du temps, il aime ce qu'il voit.**

*Son nom semble comprendre plus de lettres que l'alphabet, ce qui est l'une des raisons pour lesquelles beaucoup de gens, dans le monde, l'appellent « Papadim ». Panayotis Papadimitropoulos, qui a, jeune chercheur au Commissariat grec à l'énergie atomique, participé à la troisième Conférence générale de l'AIEA, collabore d'une manière ou d'une autre avec cette dernière depuis près de 50 ans. À la veille du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'AIEA, « Papadim » s'est entretenu avec Linda Lodding, directrice de la rédaction du Bulletin, de l'évolution du paysage nucléaire et du premier demi-siècle de l'Agence.*

### **Comment êtes-vous entré en contact avec l'Agence internationale de l'énergie atomique ?**

Jeune employé au Commissariat grec à l'énergie atomique, je suis venu pour la première fois à Vienne en 1959 avec le président d'alors de la Commission pour participer à la troisième Conférence générale de l'AIEA. Mon pays, la Grèce, était l'un des membres fondateurs qui avaient signé, en 1957, le statut qui portait création de l'Agence. Je me souviens que lorsque je suis venu ici pour la première fois en 1959, l'un des points de l'ordre du jour portait sur l'adhésion d'un nouveau pays, et que ce pays qui allait devenir le 65<sup>e</sup> Membre de l'Agence était l'Iraq.

Depuis cette première visite à Vienne, j'ai continué d'assister, dans les années 60 et au début des années 70, aux Conférences générales, aux réunions du Conseil des gouverneurs et à celles du Comité des garanties.

Une chose dont je me souviens bien s'est produite en 1961 ou 1962, lors de ma visite au siège de l'AIEA au Grand Hotel, alors que je prenais l'ascenseur pour le 4<sup>e</sup> étage. Les portes

de l'ascenseur se sont ouvertes et Vyacheslav Molotov, ambassadeur soviétique auprès de l'AIEA, est entré. Jeune homme à l'époque, j'ai reconnu l'une des grandes figures de la seconde guerre mondiale et, plus tard, de la guerre froide.

Ma formation était purement scientifique. Une fois entré à l'AIEA, cependant, au milieu des années 70, j'ai commencé, travaillant aux relations extérieures, à penser politique. Le directeur général adjoint chargé des relations extérieures était David Fischer. Fischer était, à l'époque, l'individu qui connaissait le mieux l'AIEA ; il savait pourquoi elle avait été créée, comment elle avait été créée et quel était son mandat réel. Diplomate sud-africain, il avait participé à la négociation du Statut de l'AIEA à New York en 1954-1956 et avait siégé à la Commission préparatoire de l'Agence. Il avait, en fait, dirigé les relations extérieures pendant près d'un quart de siècle. Il possédait un réel sens politique qui s'est révélé très utile lors de la négociation des garanties entre l'Agence et la Communauté européenne de l'énergie atomique.

### **Quels principaux changements avez-vous constatés durant votre présence à l'AIEA ?**

Dans les années qui ont suivi sa création, au beau milieu de la guerre froide, il a été tacitement convenu, entre les principaux acteurs, en particulier l'Union soviétique et les États-Unis, de maintenir les délicats équilibres politiques sur lesquels l'Agence reposait et de la cantonner, autant que possible, dans un rôle d'organisation technique.

Lorsque j'y suis entré, dans les années 70, l'Agence était doucement en train d'évoluer du statut d'organisation purement technique vers celui d'organisation un peu plus

politique. Les principaux facteurs qui avaient « politisé » son activité étaient le débat sur la politique d'apartheid alors en vigueur en Afrique du Sud, le débat sur la nucléarisation du Moyen-Orient et le bombardement du réacteur Osiraq par Israël, et l'essai nucléaire effectué par l'Inde en 1974. L'essai indien, bien entendu, a donné une tournure politique à l'activité de l'AIEA. Les garanties – en particulier les inspections – ont commencé à se heurter à la souveraineté des États. Parfois, l'article XII du Statut de l'Agence (qui traite des garanties) a fait l'objet d'interprétations différentes.

Les changements, bien entendu, on peut aussi les voir dans les chiffres. En 1959, l'Agence comptait 400 employés. Aujourd'hui, elle en compte 2500. En 1959, son budget était de 15 millions de dollars. Aujourd'hui, il dépasse 300 millions de dollars.

### **On dit que le monde, aujourd'hui, est plus dangereux qu'il ne l'a jamais été du fait, principalement, de la menace de terrorisme nucléaire. Quel est votre avis ?**

Cela est vrai. Pendant des décennies, l'AIEA a eu pour double mission de promouvoir les applications pacifiques de l'énergie atomique tout en aidant ses États Membres à se développer et de garantir, par une détection rapide, que les programmes nucléaires desdits États demeuraient pacifiques.

Le développement de l'énergie atomique, le fossé croissant entre nantis et démunis, les événements du 11 septembre et ceux qui ont suivi, cependant, ont contraint l'Agence à axer d'importants pans de son activité sur la prévention du terrorisme nucléaire. Même si les États continuent d'assumer la responsabilité qui leur incombe d'assurer la sûreté et la sécurité de l'énergie nucléaire, des acteurs non étatiques menacent aujourd'hui de terroriser le monde pour atteindre des objectifs contraires à l'ordre international. Cette menace a, en fait, également incité l'AIEA à considérablement intensifier ses activités de lutte contre le terrorisme nucléaire. Des groupes ou des individus qui n'auraient pas accès à une bombe nucléaire pourraient utiliser des matières ou des engins radioactifs pour terroriser nos sociétés. C'est un fait avec lequel nous devons compter aujourd'hui.

Le risque de perpétration d'actes de terrorisme nucléaire demeure élevé, ce qu'illustre le trafic de matières nucléaires sensibles. Il faut que l'AIEA vérifie et protège les matières et installations nucléaires si elle veut rassurer les États quant à l'absence de prolifération et, dans le même temps, promouvoir les applications pacifiques de l'énergie atomique pour le bienfait de l'humanité. Au niveau international, de nombreux textes renforcent la sécurité et les pouvoirs de vérification, comme l'amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, la Convention pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, la résolution 1540 du Conseil de sécurité et nombre d'autres textes.

En octobre 2006, plusieurs pays, dont le mien, ont approuvé la Déclaration de principes sur la lutte contre le terrorisme nucléaire que le G8 avait adoptée à Rabat (Maroc), où l'AIEA était présente comme observateur. Les mesures qu'ont prises les autorités grecques pendant les Jeux Olympiques de 2004 à Athènes sont un vivant exemple de ce qui peut être fait. Tout aussi important : plus de 80 pays se sont engagés à appliquer le Code de conduite de l'Agence sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives.

Nous ne devons pas nous laisser dépasser. Chaque État doit mettre au point ses propres mécanismes de protection, mais il ne peut agir seul. Nous devons tous coopérer.

### **Si vous deviez nommer trois personnes qui ont eu une influence déterminante sur l'AIEA et sur son action, qui seraient-elles et pourquoi ?**

C'est une question difficile. Tant de gens, en effet, ont contribué à l'action de l'AIEA. Je pense à des gens aussi bien extérieurs que fonctionnaires de l'organisation. Parmi eux figurent des « pères fondateurs » de l'Agence.

Comme je l'ai déjà dit, David Fischer a joué un rôle fondamental dans la création de cette organisation ; son sort a été associé à celui de l'AIEA pendant plus de 40 ans.

Je voudrais également citer Rudolph Rometsch (Suisse), directeur général adjoint chargé des garanties, qui avait une grande expérience des négociations multilatérales. Avant d'entrer au Secrétariat, il avait été directeur général d'EURODIF (Consortium européen d'enrichissement d'uranium par diffusion gazeuse). Dans les premiers temps, en fait, il a aidé l'AIEA, avec l'assistance des États Membres et du Secrétariat de l'Agence, à mettre en place le système des garanties.

Il y a, aussi, Upendra Goswami (Inde). Entré à l'Agence en 1958 comme directeur général adjoint chargé de l'assistance technique, il a grandement contribué à jeter les bases de ce qu'on appelle aujourd'hui « coopération technique ». L'Agence coopère, en effet, avec ses États Membres aux niveaux national et régional pour y favoriser le développement des sciences et techniques nucléaires. Upendra Goswami a réellement jeté les bases de la coopération technique. Plus tard, bien entendu, d'autres, du Mexique, de la Malaisie et de Chine, ont affiné et développé ce travail.

Pour ce qui est des États Membres, je me souviens de Bertrand Goldschmidt, qui, pendant 23 ans, a représenté la France au Conseil des gouverneurs. En 1956, conduisant sa délégation à la Conférence sur le statut de l'AIEA, il a contribué à la rédaction de l'article XII relatif aux garanties (que les participants à la Conférence, qui était dans une impasse, ont accepté par compromis).

Autre père fondateur influent : Paul Jolles (Suisse). Directeur exécutif de la Commission préparatoire en 1957

puis directeur général adjoint de l'AIEA (1956 -1961), on lui doit la mise en place de la structure et du fonctionnement du Secrétariat. Plus tard, il est devenu Président de Nestlé S.A.

Enfin, on ne saurait passer sous silence la contribution des quatre directeurs généraux : Sterling Cole, Sigvard Eklund, Hans Blix et Mohamed ElBaradei.

### **Vous avez siégé au Conseil des gouverneurs de l'AIEA en tant que membre du Secrétariat et comme membre de la délégation grecque. Qu'est-ce qui est le plus difficile, lorsqu'on siège à un organe tel que le Conseil ?**

La principale tâche du Conseil des gouverneurs est de donner des orientations et de rechercher un consensus sur les principaux axes de travail de l'organisation. Autrefois, il y avait très peu de différends et ils portaient surtout sur des questions administratives. Ce qu'on appelait « l'esprit de Vienne » aidait toujours à trouver un consensus. Ainsi, près de 99% des décisions du Conseil se prenaient par consensus – avec l'aide, bien entendu, des membres du Conseil, du Secrétariat et du directeur général.

La recherche de consensus est primordiale mais elle est aussi, pour le Conseil, un exercice périlleux. Le travail est de plus en plus politique, ce qui pourrait avoir de graves conséquences pour la paix et la sécurité, car il est essentiel que les décisions du Conseil continuent d'être prises par consensus si l'on veut qu'elles aient le poids qu'elles méritent.

### **Quels sont, selon vous, les principaux défis que doit relever l'AIEA ?**

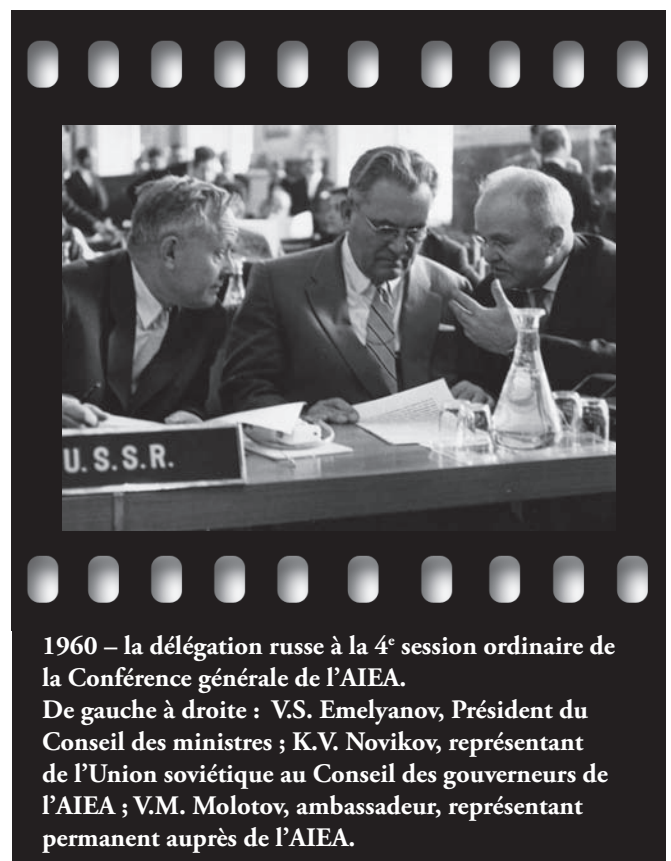
La guerre froide semblant terminée, les plans de 1946-1947, qui prévoyaient une puissante agence internationale promouvant les applications pacifiques de l'énergie atomique, y compris l'approvisionnement et le cycle du combustible – sous contrôle de l'AIEA – pourraient devenir réalité. Permettez-moi de vous rappeler le plan, élaboré initialement, de création d'une Commission des Nations Unies pour l'énergie atomique – le fameux plan Baruch. Ce plan proposait la création d'une Autorité internationale de développement atomique (AIDA), à laquelle on aurait confié le contrôle ou la propriété de toutes les activités atomiques susceptibles de compromettre la sécurité de la planète. Il avait pour devise : « la maîtrise avant le désarmement ». Il aurait donné lieu à un important transfert de pouvoir à une organisation internationale.

Il semble que l'on soit en train de prendre conscience du fait qu'en internationalisant la gestion du cycle du combustible, on pourrait renforcer le régime de non-prolifération. Cette internationalisation aiderait à prévenir la prolifération nucléaire, domaine dans lequel l'Agence aura, il me semble, un rôle accru à jouer dans les décennies à venir. Rien ne pourra se faire, cependant, si le public n'a pas confiance

dans les institutions internationales. Il faut donc, si nous voulons progresser, que nous revitalisions et rendions plus utiles les institutions existantes. Ce que je veux dire, c'est qu'une politique de non-prolifération tournée vers l'avenir doit contenir un élément de partenariat international, obtenu principalement en renforçant le rôle de l'Agence. Le Prix Nobel de la paix 2005 a consacré ce rôle. Les efforts de paix, cependant, n'ont pas de fin, il faut les appuyer et les renforcer en permanence.

### **Peu de diplomates connaissent l'AIEA aussi bien que vous. Qui prendra votre place le moment venu ?**

Cette place n'est pas imprenable ! En fait, je suis très optimiste, car je crois que la jeune génération peut occuper toutes les places. Je sens que les jeunes peuvent beaucoup faire. Ils travaillent vite. Ils absorbent vite. Ils produisent des idées plus rapidement. Malgré le pessimisme ambiant, donc, je suis convaincu que les dirigeants de demain mèneront une politique honnête qui répondra aux besoins de la société.



Bien entendu, nous peinons, aujourd'hui, à attirer les jeunes vers les sciences nucléaires. Il est certes pris des initiatives, comme l'Université mondiale du nucléaire, mais ce n'est pas encore assez.

Je suis convaincu que l'AIEA, institution mondiale de « l'atome au service de la paix », va demeurer robuste et dynamique.